



Mr **François TRUCY**, sénateur du Var, a organisé le mercredi 17 octobre 2007 à la Maison de la Chimie un colloque sur les jeux de hasard et d'argent intitulé :

« ***Pour une adaptation du modèle français des jeux de hasard et d'argent*** ».

Sous le haut patronage de :

Mr **Christian PONCELET** Président du Sénat

Mme **Michèle ALLIOT-MARIE** Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des Collectivités locales

Discours de Mr Eric BOUHANNA

Adictel est un vaste dispositif articulé autour d'un réseau de 127 conseillers, comprenant un centre d'appels gratuits, un centre de formation et une plate-forme de limitation d'accès au jeu. Adictel est aussi un centre de recherche et de développement dédié à la protection des joueurs sensibles.

Pour chacun des 750 appels mensuels(en moyenne) de joueurs en détresse nous utilisons un système expert qui permet de justifier de la réalité du cas avec une traçabilité et une précision implacable.

97 % des appelants ne demandent pas une aide psychologique immédiate mais une limitation de leur accès au jeu.

Je suis fier de partager cette tribune avec des invités prestigieux, médecins et universitaires qui savent parfaitement décrire les différents aspects et conséquences du jeu pathologique .

Pourtant, comment une poignée d'hommes et de femmes pourraient-ils traiter à eux seuls un problème industriel ? Il s'agit en fait d'un problème de développement durable. Le patron d'une usine sait qu'il est responsable de son environnement direct et qu'il ne doit pas polluer l'air qu'il respire, l'eau qu'il boit. Pour un casino, un PMU ou un bar-tabac, ni air ni eau ! La matière c'est l'argent et l'élément c'est l'homme. Il faut donc nécessairement des moyens d'industrie, qui ne sont pas à la portée des hôpitaux ou des associations, car ceux-ci n'ont pas les capacités nécessaires de déploiement ou de management de réseau à grande échelle. Malheureusement, en France particulièrement, certains esprits bien pensant se ferment dès qu'ils entendent des termes tels que « entreprise d'aide » ou « privatisation des modèles de prévention ».

En parlant de jeu responsable, nous faisons implicitement une promesse, qui s'adresse aux citoyens et à la société civile. Pour pouvoir être tenue, elle repose sur trois éléments fondamentaux :

- aider tous ceux qui en ont besoin (ce qui exige la gratuité du service) ;
- aider à toute heure du jour et de la nuit (Une crise ne prévient pas et le jeu c'est 24h/24)
- aider partout, ce qui veut dire être présent dans le moindre village de France.

Malheureusement, et pour des raisons que j'ignore, personne ne respectait ces 3 fondamentaux.

Il n'existait aucune structure capable d'aider un joueur habitant à Evian ou à Pougues-les-Eaux à 3H du matin.

C'est pour tenir cette promesse que j'ai créé Adictel il y a quatre ans. J'ai commencé avec une dizaine de casinos adhérents. Aujourd'hui nous en avons 160 dont un peu moins de 100 en France.

Le modèle d'assistance a séduit un grand nombre d'opérateurs, car il s'intègre parfaitement dans les casinos, sans interférer dans l'organisation déjà lourde des établissements. Nous travaillons sans complaisance et le service est parfaitement gratuit pour tous les joueurs, d'où qu'ils viennent.

D'ailleurs nos équipes travaillent gratuitement la moitié de leur temps puisque seulement la moitié des opérateurs Français payent pour tous les autres opérateurs.

Le résultat de ces moyens c'est que nous aidons et parfois sauvons encore plus de personnes.

Dans le cadre de la concurrence mondiale et de l'ouverture des marchés il est capital d'utiliser nos outils existants.

Je mets volontiers tous ces outils à la disposition de la Nation et des professionnels Français.

Le nouveau service en ligne d'Adictel est capable de recevoir près de 200 groupes de parole dans toutes les langues, dont le Russe, le Flamand et le Chinois. Le logiciel Safe Player constitue, lui, une petite révolution dans le domaine de la protection de l'enfance. Nous avons déjà 2 millions de pré-commandes. Je tiens enfin à saluer la présence dans cette salle des dirigeants de Keynectis, qui est le garant étatique des transactions et dont le président est Monsieur Thierry Dassault. C'est avec le soutien de Keynectis que nous venons de lancer l'Agence Européenne de Certification des jeux en ligne qui siègera à Bruxelles.

Vous réfléchissiez à un observatoire, à un dispositif de contrôle et de régulation.

Maintenant vous savez que les outils sont là, ce sont des outils de co-régulation.